



30 PROPOSITIONS POUR UNE AGRICULTURE DURABLE

- Une réforme agraire pour octroyer des terrains cultivables à ceux qui le demandent
- La mise en place d'un vaste Plan d'Aide et d'Accompagnement à la Reconversion Ecologique sur 4 ans,
- La conversion de toutes les terres en Bio dans un délai de 20 ans,
- La création d'urgence, dans chaque lycée agricole, d'une filière Bio,
- Le développement de Nouvelles Filières d'Avenir : Chanvre, lin, maraîchage, etc. pour remplacer le tabac, le maïs...
- La mise en place d'un Plan Emploi pour l'installation des Jeunes Agriculteurs, articulé notamment sur des processus d'apprentissage (initial ou continu), de recherche et d'accompagnement pour promouvoir les projets de petit taille et les techniques de culture agro-écologique,
- L'institution d'un mécanisme de lissage des revenus des agriculteurs (car ils subissent trop de hauts et de bas) et de relever le montant minimum des retraites au niveau du SMIC,
- Le développement d'une politique foncière ambitieuse pour protéger les terres arables et le développement de la production alimentaire, en priorité en périphérie urbaine (ceintures vertes etc.),
- Le développement de l'autonomie énergétique des exploitations : biomasse, photovoltaïque...
- La promotion d'une PAC écologique et biologique,
- La mise en place d'un nouveau mode de calcul des aides basé sur les services environnementaux en tenant compte des emplois plus que de la taille de l'exploitation,
- L'arrêt des monocultures, à fort risque climatique,
- L'interdiction des OGM et des nanotechnologies, pas de moratoire
- La création d'un Plan National pour l'Alimentation Locale, Biologique et Sanitaire, les circuits courts, les ateliers collectifs de transformation,
- La diversification de la production, la vente directe, les marchés bio, et la favorisation de l'autoproduction alimentaire,

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- La création des Régies Municipales Agricoles pour une alimentation bio de proximité vers tous les pôles de restauration publique (hôpitaux, maisons de retraite, cantines...) ainsi que la mise en place d'une option végétarienne,
- La libéralisation de la diffusion des semences naturelles et biologiques,
- De faire contribuer les SAFER et les Chambres d'Agriculture au développement des structures paysannes bio,
- Le recensement des terrains abandonnés pour en permettre la culture par des personnes volontaires qui paieront un loyer,
- Le développement des groupements fonciers dans lesquels quiconque peut acheter des parts de terrain, obligatoirement loués à de jeunes agriculteurs,
- La généralisation des diagnostics globaux de conversion à la bio,
- La multiplication des jardins partagés et la promotion de la permaculture comme de la biodynamie,
- La revitalisation du milieu rural en encourageant le retour du travail à la terre et le développement des éco-villages,
- Le développement et la valorisation de la biodiversité agricole et sauvage (plantes et animaux) dans les fermes, la favorisation des échanges de savoir-faire et de semences reproductibles entre paysans et jardiniers, la prévention de la bio-piraterie et de la concurrence économique déloyale,
- L'encouragement pour ceux qui le souhaitent à produire et distribuer une alimentation saine (donc bio), accessible à tous, et par conséquent à avoir accès aux ressources (foncier, eau, semences reproductibles, petits équipements, logement etc.)
- La promotion de l'agriculture de montagne
- L'institution d'un Organisme Mondial de Sauvegarde de la Biodiversité et d'un service spécial au Ministère de l'Agriculture pour la sauvegarde de l'eau
- La sortie de la chimie par une législation adéquate et la prise de conscience active des consommateurs
- Agir pour qu'aucun travailleur ne subisse des expositions à des produits nocifs.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Le combat renforce parfois l'adversaire ! Ce qui guide le projet politique de l'alliance écologiste indépendante, c'est le bon sens et l'action. La responsabilité imprègne l'indispensable politique sociale.

Dans ce cadre, l'écologie économique et sociale est une économie de coopération qui réhabilite la proximité, la ruralité, la petite entreprise et l'artisanat. L'économie circulaire qui conçoit des produits en pensant dès leur création à ce qu'ils deviendront lorsqu'ils seront en fin de vie, qui transforme les déchets en matières premières, est incontournable. La récupération de la biomasse des plantes qui dépolluent les sites miniers par exemple, pourrait être une solution de recyclage des métaux. D'autre part, on peut aussi offrir aux déchets à fort potentiel énergétique une seconde vie en tant que combustibles. Nous rappelons que les déchets sont une ressource locale et que le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.

Mais l'écologie économique c'est aussi une économie de sobriété (où l'on ne consomme que le nécessaire), une économie du troc (où on s'échange ses biens et/ou ses compétences, les S.E.L. sont un bon exemple), mais aussi une économie de partages (co déménagement, co voiturage, co achat...)... ce qui augmentera beaucoup le bien être et le pouvoir d'achat de chacun.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Ecologie Economique et Sociale

QUE PROPOSONS NOUS ?

- Axer notre économie sur la proximité, la ruralité, la petite entreprise et l'artisanat
- Créer une mission interministérielle à l'aménagement du territoire
- Examiner la possibilité de décentraliser certains ministères
- Rendre utiles les grandes entreprises : elles se préoccupent de leur image, donc les Pouvoirs Publics doivent les solliciter financièrement pour cofinancer des projets alternatifs, le service civique...
- Organiser un concours pour sélectionner 100 projets pour la banlieue visant à y créer de l'activité économique ou paysanne ou citoyenne ou culturelle...
- Favoriser les petites entreprises fiscalement et législativement, les artisans, la vente directe, les marchés, les coopératives...
- Améliorer l'indemnisation des artisans et chefs des petites entreprises qui se retrouvent sans emploi.
- Rendre les cotisations sociales des artisans proportionnelles à leurs revenus.
- Imposer aux entreprises non européennes les normes sociales et environnementales qui sont imposées aux entreprises européennes pour vendre leurs produits en Europe
- Création d'un label indiquant la part du produit fabriqué en France
- Mettre clairement en évidence le "Fabriqué en France" sur les produits
- Faciliter l'accès au brevet aux PME pour leurs découvertes
- Développer les industries du recyclage et des énergies renouvelables
- Stimuler les "ressourceries" qui permettent de réparer ou recycler au lieu de jeter
- Examiner les tests de dépollutions des terres par les plantes
- Développer les revenus complémentaires pour les exploitations : production de biogaz, location d'espace habitable, éducation à la nature, connaissance de l'animal...

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Donner la possibilité aux Régions d'entrer dans le capital des entreprises
- Garantir le respect systématique, en matière de marchés publics, de la règle de l'allotissement qui permet une large concurrence par la pluralité des candidats
- La puissance publique, première consommatrice de France, doit acheter local
- Instaurer un plan national d'isolation de toutes les constructions
- Isoler prioritairement les habitats des personnes en précarité énergétique, ce qui réduira leurs dépenses et compensera donc le coût de l'isolation
- Préférer le mieux-disant écologique et social, au moins-disant économique
- Instaurer une politique en faveur des circuits courts de commercialisation
- Légiférer pour que les apprentis disposent de droits équivalents à ceux des étudiants et lycées, en matière de transport, d'hébergement, de restauration et d'accès à la culture et aux sports
- Interdire toute création et extension de grande surface
- Limiter à 5 dimanches par an l'ouverture dominicale
- Promouvoir les Olympiades des Métiers qui valorisent l'excellence du travail manuel
- Démultiplier les formations à l'entrepreneuriat social et solidaire
- Généraliser la formation à l'isolation thermique et acoustique
- Réfléchir sur le droit du travail pour que la durée hebdomadaire de travail ne soit pas unique (35 heures) mais multiple, plus basse ou plus haute selon les cas
- L'égalité salariale femmes/hommes doit être une condition pour conserver les cas d'exonérations de cotisations patronales
- Reconnaître le travail social des associations et des bénévoles, les aider avec un encadrement qualifié si nécessaire
- Instaurer pour les associations "une reconnaissance d'utilité sociale"
- Généraliser les conventions pluriannuelles avec des associations pour accroître leur visibilité sur l'avenir
- Survaloriser les années d'activité d'emploi pénible pour évaluer la durée de cotisations
- Agir pour que les prix de l'alimentation bio soient accessibles à tous
- Aider à l'approvisionnement des organisations de l'aide alimentaire en leur attribuant les surplus agricoles au lieu de les détruire
- Cesser d'exporter nos excédents agricoles à prix bradés car ils détruisent les agricultures vivrières des pays pauvres
- Soutenir les actions culturelles locales

Pourquoi ignorer de façon permanente qu'on construit rarement les logements prévus, que depuis l'Appel du valeureux Abbé Pierre en 1954 le problème du logement persiste, que toute construction requiert beaucoup d'eau douce et que c'est très grave pour notre avenir, que toute construction artificialise les sols et que c'est très grave pour notre avenir, que construire des logements nouveaux est très coûteux alors que dans le même temps 250 000 logements deviennent vétustes chaque année et qu'il suffirait de les restaurer ? !

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Recenser les logements vacants par commune, et les restaurer en respectant les normes de Haute Qualité d'Usage (HQU)
- Recenser les bureaux innocupés depuis plus d'un an et susciter par la taxe leur transformation en habitation
- Mettre en place une assurance-loyer abordable pour inciter les propriétaires à louer
- Permettre l'habitation dans les HLM aux personnes ayant un revenu inférieur à 1500 €
- Promouvoir la colocation et la sous-location dans les fermes
- Promouvoir la colocation et la sous-location pour les personnes âgées ayant un grand appartement
- Permettre aux personnes âgées titulaires d'un logement HLM de sous louer en toute légalité une partie de celui ci
- Mettre en place une politique de l'habitat en milieu rural
- Faire évoluer la taxe d'habitation pour la rendre basse sur une surface minimum à définir, et très haute sur les grandes surfaces (par exemple, 150 M2 pour un couple sera lourdement taxé)
- Soutenir l'Habitat groupé, l'Habitat collectif, les écolieux...
- Instituer un taux fixe d'emprunt à 2 % pour les acquisitions d'habitation principale
- Limiter l'accès au PTZ (Prêt à taux zéro) aux foyers fiscaux dont le revenu est inférieur à 30 000 euros annuel
- Dissuader par la taxe la possibilité de résidence secondaire car cela fait monter les prix de toutes les habitations par leur rareté
- Prévoir des lieux collectifs accessibles financièrement pour faire office de résidence secondaire
- Promouvoir l'autoconstruction
- Reconnaître "l'habitat léger choisi" : il s'agit de l'installation en habitats économes, écologiques et diversifiés comme la cabane, le dôme, la maison en paille, en carton, en bois ou en terre, la roulotte, le tipi, la yourte... Cela défend le respect du droit au logement pour chacun, permet une empreinte écologique réduite au maximum, une revalorisation du patrimoine rural à l'abandon, la possibilité de répondre par soi-même au besoin vital de se loger, la sauvegarde de la beauté des paysages, la frugalité et la solidarité comme principes de vie.
- Concevoir des règles d'urbanisme qui freinent l'étalement urbain et qui associent la construction de logements sociaux à l'accès à une parcelle de terre agricole
- Imposer à toute construction qu'elle soit à énergie positive et que toute habitation dispose d'un composteur individuel

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Ecologie Educative

Deux questions fondamentales se posent : Quel monde allons nous laisser à nos enfants et quels enfants allons nous laisser au monde ?

Notre école est (très) MALADE, malgré les multiples réformes qui ne lui ont pas permis de s'adapter aux changements de la société. Devant les résultats en chute libre aux évaluations internationales (25eme place), la souffrance trop méconnue des enseignants et celle des élèves en échec, (ou pas) et pour diverses raisons, sans oublier l'augmentation de la violence miroir de la société ;

Il est urgent d'analyser les causes afin de réagir, guérir et prévenir par des solutions appropriées. Pour une vraie refondation de l'école digne du 3eme millénaire nous proposons deux séries de mesures. Les unes sont d'ordre "humaines" pour une école "humanisante. Les secondes ont pour but d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du système éducatif, l'ensemble des propositions visant à réduire l'échec scolaire tout en favorisant l'épanouissement des élèves... dans le plaisir d'apprendre et d'enseigner.

Une priorité : réinventer une formation des enseignants pour éviter qu'ils ne désertent devant une mission devenue impossible avec un seul bagage académique ! Il est bon qu'ils soient formés à la psychologie de l'enfant et de l'adolescent, et à la dynamique de groupes.

Etant donné l'importance fondamentale de la relation entre l'enseignant et l'élève dans la motivation et la réussite de ce dernier ; l'enseignant peut découvrir dans sa formation les comportements qui stimulent le désir et le plaisir d'apprendre chez les enfants, qui augmentent leur confiance en eux, leur sens de la responsabilité, leur autonomie...

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Des enseignants et des élèves heureux, oui c'est possible !

De ce fait, nous demandons l'introduction officielle de la formation à la communication "bienveillante" et à la paix à tous les niveaux du système éducatif en particulier dans la formation initiale et continue des enseignants.

Après l'appel de l'ONU, un programme a été élaboré par le Collectif de la coordination française pour la décennie (Education à la non violence et à la paix), depuis 2005, avec des finalités claires, des outils, des méthodes pédagogiques spécifiques un programme prévoyant des horaires, et une progression. Elle a été élaborée grâce aux recherches d'enseignants chercheurs, d'inspecteurs, de psychopédagogues, spécialistes des sciences de l'éducation, des neurosciences et de philosophe comme Edgar Morin... pour un apprentissage au Savoir-Etre et Vivre-Ensemble dans des relations pacifiées et respectueuses de chacun.

Un savoir pour la VIE ! Ce programme a été mis en place au Canada, en Finlande, au Brésil... et dans certains établissements en France, avec succès. Il est impératif de lutter contre toute forme de violence (sexisme, maltraitements diverses, jeux dangereux, et le harcèlement parfois mortel !).

Les objectifs détaillés de ce programme en éducation psychosociale d'importance capitale sont détaillés sur le site de l'Alliance (Communication dans l'écoute, le respect, la coopération, confiance en soi, gestion de conflits, connaissance de soi, de ses besoins, sentiments, émotions...) La formation sera donnée par des praticiens en sciences humaines et sciences de l'Education à travers jeux de rôles, groupes de paroles...)

Nous demandons l'intégration, dans la formation des enseignants en Education physique et sportive, d'un apprentissage des bases de la relaxologie et sophrologie (utilisée dans l'entraînement de sportifs de haut niveau). Les exercices permettant de développer, attention, mémoire, confiance, et de gérer le stress et les émotions, auront un impact certain sur les résultats et le bien être des élèves (et resteront un atout précieux pour leur vie future).

QUE PROPOSONS NOUS ?

Mettre en place un débat national public de 6 mois ponctué par un referendum, permettant de définir des objectifs pédagogiques, des orientations pour les élèves, d'élaborer le recrutement et la formation des enseignants, les contenus des programmes incluant l'Education à la parentalité et à la santé, les horaires et l'introduction de la communication relationnelle bienveillante et les sciences psychosociales.

Il a été prouvé que tout élève ayant un retard dès les premières classes du primaire était candidat à l'échec dans le secondaire ; il est donc indispensable de mettre en œuvre une

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



politique qui permette de mieux repérer dès la maternelle et le primaire les fragilités scolaires (ou psychologiques) afin d'offrir un soutien personnalisé pour compenser au mieux les inégalités socio culturelles (et pourquoi pas un tutorat par un élève plus âgé ?). Cela sera une priorité (tout élève devant avoir un prérequis indispensable à l'entrée en 6eme. 19 % ont de graves difficultés en lecture).

L'effort sera fait en priorité pour le primaire

Nous souhaitons nous inspirer des expériences positives d'écoles innovantes (en France et à l'étranger)

- Eveiller le désir et le plaisir d'apprendre et d'enseigner grâce au développement de la motivation et à de nouvelles relations entre les élèves, les enseignants et les acteurs de l'équipe éducative. (encourager l'esprit d'équipe). Encourager la coopération avec les parents.
- Passer du collège unique qui a montré ses limites à des parcours diversifiés selon les talents des élèves (avec effectifs réduits pour les plus fragiles).
- Intégrer dans le programme l'apprentissage du "comment apprendre". La méthodologie est un savoir indispensable (techniques diverses d'organisation et de gestion du mental).
- Apprentissage de l'autoévaluation par l'élève
- Cultiver au sein des classes la coopération plutôt que la compétition
- Instaurer un plan d'Education artistique dès la maternelle : Créativité = Epanouissement (développement des diverses formes d'intelligence).
- Améliorer l'apprentissage d'une langue vivante par un séjour dans le pays, préoccupation de l'OCDE pour construire une citoyenneté européenne.
- Instaurer un tutorat permettant des échanges de savoirs entre élèves, très valorisant pour tous.
- Restaurer une autorité analysée avec les élèves, concernant la loi, les règles, le respect et la sanction juste et systématique lors d'un contrat élaboré avec les élèves, l'enseignant s'engageant aussi vis-à-vis d'eux.
- Instaurer une éducation à l'éco-citoyenneté.
- Donner enfin au sport la place qu'il mérite : vecteur de santé, de valeurs, de saine compétition, d'équilibre.
- Faire choisir par le jeune une activité sportive ou artistique grâce à un aménagement des horaires l'après-midi (comme dans d'autres pays).
- Mise en place de cours d'hygiène de vie, de diététique, de réanimation et de massage cardiaque, en cours de sciences et vie de la Terre.
- Mise en place dans chaque établissement agricole des formations biologiques obligatoires. Encourager ces filières.
- Développer le contact avec la nature et les animaux (classes vertes pour tous).
- Instaurer un lien plus étroit avec les entreprises et embrasser l'apprentissage pour les jeunes qui le souhaitent.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Mise en place d'un module sur les métiers dès le début du secondaire (avec exposés et rencontres des professionnels).
- Etudier la suppression du baccalauréat (de plus en plus dévalué et couteux ! 1,434 milliard d'euros d'après le Snpden) remplacé par un certificat de fin d'études sur la base du contrôle continu.
- Instaurer un examen d'entrée en fac selon la filière choisie, pour éviter le coût astronomique pour l'état des redoublements de 1ere année (11630 euros par élève/an). Avec un numerus clausus sur les filières.
- Changer les formations en vertu des conjonctures économiques pour assurer des débouchés.
- Etablir un service civique obligatoire de 6 mois entre 15 et 25 ans et lancer des Etats généraux de la Jeunesse.

Il est grand temps que les politiques s'alarment des conséquences sociétales maléfiques du mal être scolaire !! Voilà une liste (non exhaustive) des propositions prioritaires, qui, avec la participation de tous, (responsables, formateurs, parents, élèves et équipes pédagogiques) permettra à l'école de devenir le creuset d'une société constituée d'êtres humains responsables, en bonne relation avec eux-mêmes et avec les autres !



Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Ecologie Financière

30 PROPOSITIONS POUR UNE FINANCE RESPONSABLE

- Mettre en place un mécanisme permettant d'évaluer en permanence l'efficacité des dépenses publiques.
- Comparer la fiscalité et la redistribution sociale par habitant des principaux pays et les faire connaître aux électeurs.
- Imposer aux Chambres de compensation d'exiger des dépôts de marge beaucoup plus importants.
- Faire coexister banques publiques et banques privées.
- Affichage obligatoire dans les halls des banques qui font des transactions avec des paradis fiscaux.
- Toute banque étrangère installée en France doit donner au Gouvernement la liste de leurs clients français à l'étranger.
- Changer le comportement des banques qui ne jouent plus leur rôle à l'égard de nos entreprises en limitant la concentration bancaire afin de permettre aux régulateurs d'exercer un contrôle effectif sur tous les établissements, sans possibilité d'être surpassés par la taille de ceux-ci.
- Retour de la banque à sa véritable vocation, à savoir celle d'intermédiaire capable de collecter de l'épargne dans le but d'octroyer du crédit. Cela sous-entend la suppression de la titrisation des créances et une séparation claire entre banques d'affaires et banques de détail, sans financement des unes par les autres.
- Limiter l'impact informatique en imposant un temps minimal de validité pour tout ordre de transaction financière.
- Une finance bien contrôlée réclame que les marchés des produits financiers complexes soient bien encadrés.
- Interdire les ventes à découvert et la titrisation de créances.
- Réduire la liquidité et la spéculation déstabilisatrice par des contrôles sur les mouvements de capitaux.
- Affranchir les Etats de la menace des marchés financiers en garantissant leur rachat des titres publics par la BCE, pour dissuader par exemple les taux supérieurs à 4 %.
- Remettre en cause la libre-circulation des capitaux et des marchandises entre l'Union Européenne et le reste du monde, en négociant des accords multilatéraux.
- Limiter la rémunération des traders.
- Agir pour supprimer les paradis règlementaires en interdisant à nos banques de travailler avec.
- Sanctionner lourdement les contrevenants (personnes physiques et personnes "morales") et améliorer largement la coopération en matière de réglementation, concernant tous les acteurs des marchés financiers.
- Instaurer au moins au niveau européen une taxe d'au moins 0.05% sur les transactions financières.
- Créer une agence de notation publique européenne indépendante du pouvoir politique et des marchés financiers.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Tenir compte des activités et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, et ce afin de pondérer favorablement les risques pris au travers des crédits consentis à ces entreprises, et inciter les banques à les financer dans de meilleures conditions.
- Soutenir les entreprises en difficulté en prenant en charge les prestations d'appui et de conseil aux employeurs concernés.
- Inciter l'investissement dans les activités à fort contenu de travail et faiblement délocalisable (économie sociale et solidaire).
- Instaurer sur une base volontaire un "1% Economie Sociale et Solidaire" à l'image du 1% Logement.
- Permettre l'essaimage d'une monnaie complémentaire et locale type "Sol", "Abeille... aux côtés de l'Euro. Il y a près de 3000 monnaies locales répertoriées dans le monde.
- Améliorer l'accès aux financements européens dont les crédits ne sont aujourd'hui pas entièrement consommés.
- Etablir un grand plan européen financé par souscription auprès du public pour engager la conversion écologique de l'économie européenne.
- Mettre en place un appareil commun statistique en matière budgétaire.
- Organiser une Défense européenne qui permettra des économies d'échelle.
- Permettre des prêts à 1 % pour les étudiants, remboursables sur 20 ans lorsqu'ils travailleront



Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Ecologie Démocratique

La Démocratie montre que tout est lié : l'esprit démocratique dans la population requiert sa sérénité. Des problèmes répétés incitent à l'abstention ou au vote extrémiste. Les défauts d'éducation desservent l'affirmation de la Démocratie autant que les problèmes de logement ou les difficultés d'accès au Droit.

Mais la démocratie est une preuve de la responsabilité du citoyen. Ses décisions de voter ou pas, de voter par habitude ou par colère, de voter après réflexion ou pas, de s'informer ou pas, de faire pression sur les élus ou pas, de s'impliquer en politique ou pas, d'intervenir dans les médias ou pas, de s'engager dans les associations ou les syndicats ou pas, ... affirment ou non une démocratie. Aujourd'hui le pouvoir du peuple (s'il oublie son pouvoir de consommateur) ne dure que le temps de l'élection et cesse pendant la durée du mandat.

Le législateur quant à lui, a sa part à faire dans l'établissement d'une Démocratie. Mais tous les pays du monde d'aujourd'hui vivent dans des formes de monarchie et cela explique nos problèmes car on est plus intelligent à plusieurs que tout seul. Le manque de renouvellement des élus, malgré des résultats médiocres, est le problème de fond de notre Démocratie, comme l'impact d'un seul homme (le Président) qui gouverne. On peut bâtir une république écologiste : elle limite l'impact du Président en cessant de l'élire au suffrage universel car un tel pouvoir leur fait perdre le sens des réalités. Cela bloque les institutions et les acteurs politiques. Le Président et le Premier Ministre sont nommés par le Parlement qui est composé alors de l'Assemblée nationale (les députés), et du Conseil national (qui aura remplacé le Sénat et le Conseil économique et social). De même, il est bon d'examiner l'option d'un gouvernement d'experts indépendants qui œuvrera sous l'égide du Parlement. La séparation des Pouvoirs est la matrice de notre République.

Le Président, le Premier Ministre, les experts peuvent être issus de l'Assemblée, du Conseil ou d'ailleurs. L'Ecologie sera transversale sur tous les ministères car tout est lié comme on le voit dans ces 8 Ecologies.

Le peuple reste maître à travers l'Assemblée nationale (députés élus dans le cadre de la proportionnelle) et le Conseil national (députés tirés au sort) mais il aura aussi comme outils un vote blanc reconnu et le référendum d'initiative populaire.

Que Proposons nous ?

- Introduire la proportionnelle aux élections législatives et locales.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Examiner l'option d'introduire aux Présidentielles un vote de 1 à 5 points qui permet à l'électeur de préciser ses choix sur plusieurs candidats et qui l'encouragera à voter tant que cette élection se fera au suffrage universel.
- Etre présidentiable exige d'avoir 10 000 parrainages de citoyens et pas 500 parrainages d'élus.
- Supprimer l'article 16 qui donne les pleins pouvoirs au Président de la République.
- Réfléchir à l'option de ne plus élire le Président au suffrage universel, qui se prend alors pour un monarque, mais plutôt par les députés
- Reconnaître véritablement le vote blanc.
- Permettre l'inscription sur les listes électorales de façon permanente
- Rendre accessible le référendum d'initiative populaire.
- Adjoindre à chaque élection un référendum sur un sujet de société pour favoriser la participation, et associer la population aux prises de décisions.
- Moduler les aides publiques aux partis en fonction de leur capacité à présenter des générations différentes et des candidats nouveaux.
- Instaurer un quota de moins de 30 ans parmi les éligibles
- Refuser aux parlementaires le cumul de leur mandat avec celui d'un exécutif local, mais aussi le cumul de plus de 2 mandats successifs.
- Réduire le nombre de députés à 2 par département.
- Interdire la réélection des députés du parti majoritaire lorsque certains critères (chômage, santé publique, sécurité...) se dégradent. Idem en cas de condamnation.
- Remplacer le Sénat et le Conseil Economique et Social par une nouvelle Chambre composée de membres élus par tirage au sort parmi un vivier de citoyens volontaires.
- Faire valider le Premier Ministre par les députés.
- Le ministre de l'écologie doit être ministre d'Etat et superviser les décisions de tous les ministères.

- Définir les services publics essentiels pour les sanctuariser hors de la logique de la concurrence.
- Préserver les services publics en zone rurale et ailleurs.
- Réaffirmer et défendre la reconnaissance de l'autonomie des 36000 communes de France.
- Examiner la pertinence du Concordat en Guyane et en Alsace qui est une entorse à la laïcité.
- Renégocier avec l'Union européenne sur la question des services publics pour limiter le dogme de "la concurrence libre et non faussée" concernant en particulier le transport ferroviaire et les services postaux.
- Le "tout TGV" n'est pas la bonne politique ferroviaire : rénover et rétablir les lignes locales.
- Faire une étude comparative de l'impact des politiques agricoles, bancaires, carcérales, éducatives, fiscales, sanitaires, sociales... des autres pays pour en tirer le meilleur et l'appliquer.
- Donner plus de poids politique au Parlement européen par rapport à la Commission et au Conseil.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Régler le problème de l'immigration au niveau européen en cessant de saboter les agricultures des pays pauvres, et par l'évolution des aides vers des microprojets, avec des microcrédits dans les pays d'émigration pour que les autochtones s'y sentent bien.
- Coopérer avec les acteurs locaux de ces pays.
- Agir pour que la France s'engage à l'ONU pour établir une convention d'élimination des armes nucléaires.
- Agir pour faire appliquer la Convention sur les armes chimiques et bactériologiques qui sont des fléaux graves.
- Agir pour la diversité et l'indépendance des médias.
- Mettre fin aux nominations des responsables de l'audiovisuel public par le Président de la République.
- Voter une loi pour assurer l'autonomie de la sphère médiatique.
- Préserver l'AFP dans son indépendance.

Pas de Démocratie sans sécurité des biens et des personnes.

On sait que ce sont les plus défavorisés qui sont le plus en insécurité ! Une société sans délinquance requiert une éducation au savoir être, au savoir faire, une politique de Santé mais aussi une France rurale et des activités économiques partout où il y a présence humaine. L'inactivité et l'impunité sont mère et père de la délinquance. Une justice et une police dotées des moyens adéquates comme des prisons éducatives complètent cette action pour une société paisible.

- Revoir le mode de nomination des membres du Parquet et ceux du Conseil Supérieur de la Magistrature
- Interdire les instructions individuelles du Garde des Sceaux au Parquet
- Stopper l'abandon des quartiers populaires où le Droit, l'activité et le bien être sont parfois absents à cause de quelques individus délinquants : coopérer avec les populations de ces quartiers pour leur rendre leur dignité et y organiser une vie paisible
- Reconnaître le rôle essentiel des centres de vacances pour les enfants et les jeunes, et soutenir l'action des organisateurs de colonies de vacances, de stages sportifs dans leur projet éducatif et pédagogique
- Donner à notre jeunesse le goût de la vie rurale, des activités paysannes, des liens avec les animaux, de l'action humanitaire, des activités sportives, artistiques...est l'action de justice la plus efficace
- Agir pour une justice transparente et égale pour tous qui rende des comptes aux citoyens
- Renforcer les services du renseignement criminel
- La meilleure façon de stopper l'impact de la drogue c'est de tarir la demande du consommateur en expliquant par exemple aux enfants sa très mauvaise influence sur leur santé
- Prendre acte qu'il y a les consommateurs malades, les consommateurs dealers et les consommateurs trafiquants
- Rappeler aux "braves" consommateurs de pétards qu'ils sont de fait complices de l'immense criminalité et l'immense mal être liés à la drogue

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Agir avec détermination sur les causes de la criminalité et de la délinquance : désespérance, sentiment d'injustice, inactivité, impunité, mauvaise éducation, mauvais exemples, manque d'amour et d'écoute.
- Comprendre que la certitude de la sanction est plus dissuasive que la sévérité
- Faciliter l'obtention de l'aide juridictionnelle.
- Multiplier les éducateurs sociaux et les éducateurs sportifs.
- Rétablir la police de proximité et les policiers d'expérience dans les quartiers défavorisés.
- Mettre en place un dispositif spécial pour accueillir les femmes victimes de violence dans les différents commissariats
- Faire recouvrer par les services de l'Etat des pensions non payées par un redevable suite à un divorce
- Réduire significativement le délai de traitement des plaintes
- Développer la justice réparatrice : associer victime et délinquant lorsqu'ils sont volontaires, cela a donné des résultats probants à l'étranger.
- Appliquer le plus souvent possible des peines d'intérêt général plutôt que des peines de prison.
- Mise en oeuvre du principe de l'encellulement individuel lorsque le détenu en fait la demande, respecter les normes internationales.
- Appliquer effectivement les peines prononcées.
- Placer à terme l'exécution des peines sous la responsabilité du Parquet.
- Promouvoir les centres d'éducation militaire pour certains cas car la prison actuelle reste l'école du crime
- Développer l'évaluation de la dangerosité au moment de la sortie.
- Accompagner dans la durée les sortants de prison
- Evaluer la performance des services pénitentiaires en matière de prévention de la récidive.
- Généraliser le suivi socio-judiciaire pour les personnes condamnées pour crime ou délit sexuel
- Accélérer la prise en charge différenciée en fonction de la dangerosité de la personne suivie
- Fidéliser et spécialiser les conseillers d'insertion et de probation dans la prise en charge et le suivi des condamnés les plus dangereux et des récidivistes
- Transférer le contrôle des mesures de garde à vue du Procureur au juge du siège conformément à la jurisprudence de la Cour européenne
- Cesser de stigmatiser et réprimer les prostitué(e)s ou leur client, mais sanctionner très durement les réseaux de proxénètes
- Etudier un système d'attestation remis par les policiers qui contrôlent l'identité.
- Supprimer le délit de solidarité pour ne pas entraver la solidarité envers les plus faibles
- Régulariser les sans-papiers occupant un emploi fixe depuis au moins 3 mois, avec amende aux employeurs.
- Renoncer aux objectifs chiffrés de reconduite à la frontière
- Etablir une structure de coordination chargée de la lutte contre la traite des êtres humains
- Contrôler plus efficacement le trafic d'armes (parmi les 3,5 millions chômeurs à plein temps on trouvera des personnes heureuses d'aider les forces de l'ordre dans leur contrôle

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



mais aussi faire de multiples recherches sur internet. Nous rappelons qu'un fonctionnaire coûte moins à la collectivité qu'un chômeur à plein temps)

- Doter les forces de l'ordre de scanner mobile
- Multiplier les travailleurs sociaux et les éducateurs de rue qui sont aujourd'hui des métiers indispensables pour le bien être de la collectivité

Démocratie et environnement

- Examiner avec des Comités d'experts indépendants toutes les solutions alternatives dans tous les domaines (énergie libre, moteurs à eau, à air comprimé ou à très basse consommation de pétrole...) mais aussi le nucléaire, les médicaments, les vaccins, les ondes liées aux téléphones portables, les lampes faibles consommations, les épandages, les traces suspectes dans le ciel, les avantages et les inconvénients des changements d'horaires...
- Interdire tout conflit d'intérêts au sein des comités d'experts.
- Stopper la confusion entre l'expertise technique et les intérêts industriels dans les cabinets ministériels et les agences de l'Etat
- Création d'une dynamique de collaborations scientifiques et industrielles entre les laboratoires publics de recherche (CNRS, INSERM, INRA...), les entreprises industrielles et les innovateurs indépendants.
- Faire examiner par des comités spécialisés comprenant des spécialistes et des personnes concernées, l'impact et l'action des banques, des assurances, des syndicats de copropriété et l'utilisation des fonds publics.
- Encadrer le lobbying à tous les niveaux de la décision publique et faciliter la participation des citoyens et de la société civile.
- Etablir un débat national public sur chaque question éthique et bioéthique avant toute décision politique

Handicap

La différence est une richesse. Le handicap gagne à être connu et reconnu, et cela commence dès le plus jeune âge : la présence d'enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire doit être systématisée. Cela ouvrira le cœur et l'esprit des enfants valides, leur apprendra à respecter les différences. Nous rappelons que chacun rencontrera le handicap, tôt ou tard, s'il vieillit suffisamment longtemps.

- Systématiser la présence d'enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire
- Définir un réel cinquième risque de protection sociale contre la perte d'autonomie à tous les âges de la vie
- Mettre en place un Haut Commissariat à la Citoyenneté des personnes en situation de handicap
- Créer une formation diplômante d'auxiliaires de vie scolaire
- Garantir l'accessibilité de tout, partout, aux personnes handicapées avec une application de la loi du 11 février 2005

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Appliquer l'article 13 de la loi du 11 février 2005, permettant la compensation du handicap de la même façon, quel que soit l'âge
- Développer le tutorat dans les entreprises à destination des personnes handicapées, des jeunes ou des seniors manquant de qualification
- Faire en sorte que tout document de lecture soit adapté pour les malvoyants et aveugles (cartes de restaurant, site internet...)
- Mettre en place le système "d'arrêt entre 2 stations" : à partir d'une heure à définir les personnes fragiles peuvent demander au chauffeur de les arrêter entre 2 stations pour qu'elle rentre plus vite chez elle.



Ecologie Environnementale

Trop longtemps on a cantonné l'Ecologie à l'écologie environnementale. Mais l'Ecologie ce n'est pas que l'éolien et le solaire, c'est d'abord et surtout le respect et la responsabilité. Tout
Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



notre projet de société en est imprégné. L'indispensable efficacité énergétique repose sur l'organisation de notre société mais aussi sur chacun de nous.

Mais l'écologie environnementale embrasse aussi l'agriculture sans laquelle aucune civilisation ne peut se construire. Le concept de développement durable qui est la version habile de la croissance économique mérite d'être dépassé car tout productivisme est incompatible avec un environnement sain.

La planification écologique se met en place d'elle-même au fur et à mesure de l'application des mesures que nous proposons pour l'écologie environnementale :

- Elaborer un étiquetage mettant en évidence l'empreinte sociale et écologique de chaque produit vendu par une couleur : verte, orange ou rouge
- Interdire le principe d'obsolescence programmé des produits
- Interdire les scannettes (cette technique déshumanise et contribue au chômage, elle symbolise le désastre machiniste).
- Généraliser l'approche de la conception universelle pour penser dès l'origine l'ensemble des produits et des services, avec une facilité et une qualité d'usage pour tous
- Uniformiser partout en France, éventuellement en Europe, les couleurs pour le tri sélectif
- Mettre en place le principe pollueur-réparateur
- Instituer un service spécial au Ministère de l'agriculture pour la sauvegarde de l'eau
- Créer une Autorité mondiale de l'eau (Ame) indépendante pour remplacer le Conseil mondial de l'eau qui dépend des multinationales
- Généraliser l'irrigation au goutte à goutte
- Interdire de rejeter des eaux usées dans les rivières, fleuves, lacs, mers et océans sans avoir été traitées par procédé de filtration biologique
- Multiplier les jardins filtrants (en attendant que nous cessions de polluer les eaux) avant les stations d'épuration
- Réduire l'empreinte écologique de l'activité de jardinage en interdisant par exemple la vente de produits issus de la pétrochimie et toute utilisation de produits chimiques
- Multiplier les toilettes non conventionnelles qui économisent l'eau et permettent le compostage des matières fécales et urines
- Supprimer la licence aux armateurs qui dégazent en mer et qui y rejettent les déchets
- Mettre en place un Plan Emploi pour l'installation paysanne, articulé notamment sur des processus d'apprentissage (initial ou continu) de recherche et d'accompagnement pour promouvoir les projets de petite taille et les techniques de culture agro-écologique, pour répondre entre autres aux besoins de la restauration collective (hôpitaux, maisons de retraite, cantines...)
- Instituer un mécanisme de lissage des revenus des agriculteurs (car ils subissent trop de hauts et de bas)
- Instaurer l'alimentation bio de proximité sur tous les points de restauration publique ainsi qu'une option végétarienne
- Créer un Plan National pour l'Alimentation Locale, Biologique et Solidaire

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Convertir toutes les terres en bio dans un délai de 20 ans
- Promouvoir une PAC écologique et biologique
- Les SAFER et les Chambres d'agriculture doivent contribuer au développement des structures paysannes bio
- Généraliser les diagnostics globaux de conversion à la bio
- Mettre en place un nouveau mode de calcul des aides, basé sur les services environnementaux en tenant compte des emplois plus que sur la taille de l'exploitation
- Cesser les monocultures
- Multiplier les jardins partagés et promouvoir la permaculture comme la biodynamie
- Développer une politique foncière ambitieuse pour protéger et développer la production alimentaire, en priorité en périphérie urbaine (ceintures vertes...)
- Organiser une réforme agraire
- Recenser les terrains abandonnés pour en permettre la culture par des personnes volontaires qui paieront un loyer
- Développer des groupements fonciers dans lesquels quiconque peut acheter des parts de terrain obligatoirement loués à de jeunes agriculteurs
- Revitaliser le milieu rural en encourageant le retour du travail à la terre et le développement des éco-villages
- Le principe BBC (batiment basse consommation) et les écomatériaux doivent devenir la norme
- Promouvoir l'agriculture de montagne
- Relancer le classement du Mont-Blanc au patrimoine mondial de l'Unesco
- Développer et valoriser la biodiversité agricole et sauvage (plantes et animaux) dans les fermes, favoriser les échanges de savoir-faire et de semences reproductibles entre paysans et jardiniers, prévenir la bio-piraterie et la concurrence économique déloyale
- Développer les forêts irrégulières
- Encourager ceux qui le souhaitent à produire et distribuer une alimentation saine (donc bio), accessible à tous, et par conséquent à avoir accès aux ressources (foncier, eau, semences reproductibles, petits équipements, logement...)
- Diversifier la production, la vente directe, les marchés bio et favoriser l'autoproduction alimentaire
- Libéraliser la diffusion des semences naturelles et biologiques
- Interdire les OGM et les nanotechnologies, pas de moratoire
- Susciter des zones géographiques "blanches", débarrassées du brouillard électromagnétique issu de nos technologies
- Permettre aux citoyens d'utiliser un moyen de transport collectif compatible avec leur santé et leur lieu de résidence
- Légiférer pour que 100% de la production soit 100% recyclable
- Taxer les produits emballés pour inciter les consommateurs et fournisseurs
- Développer la consigne chaque fois que cela est possible (piles, bouteilles, portables...)
- Créer un label européen pour le commerce équitable
- Appliquer les règles européennes en matière de transport et d'utilisation des produits toxiques et des matériaux dangereux
- Agir pour que aucun travailleur ne subisse des expositions à des produits nocifs

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Sanctuariser le maximum d'espaces maritimes et terrestres
- Agir pour instituer un organisme mondial de sauvegarde de la biodiversité
- Relocaliser les productions d'énergies c'est possible avec les énergies renouvelables et les économies
- Sortir progressivement du nucléaire et des énergies fossiles par une politique énergétique intelligente : diversité (énergies renouvelables), efficacité (isolations et éducation aux économies), économie de proximité, ruralité et sobriété
- Instaurer un concept de "ville 30" où la limite à 30 km/h devient la règle et le 50 l'exception
- Revoir le système du bonus/malus lié à l'achat des véhicules dits propres pour le réformer en intégrant les critères CO2 et microparticules pour ne plus servir de promotion du diesel
- Idem pour la taxe à égaliser entre diesel et essence
- Stopper les agrocarburants actuels pour aller vers ceux issus des sous produits des productions agricoles ou des rejets organiques des ménages et entreprises (agrocarburants de 3eme et 4eme génération)
- Examiner les tests ici et là dans le monde contribuant à réduire l'utilisation des automobiles dans les villes
- Définir un objectif de 15 % de part modale vélo pour 2020 (4 % en France en 2011)
- Sanctionner le stationnement sur aménagement cyclable comme dangereux et pas seulement gênant
- Mettre en place une offre massive des stationnements sécurisés près des lieux de transports collectifs
- Informer sur les moyens de lutte contre le vol et antivol en U de bonne qualité mais aussi déploiement du marquage des vélos à l'échelle du territoire
- Multiplier les ateliers d'auto réparation de vélos
- Sensibiliser les conducteurs sur le respect des cyclistes
- Promouvoir chez nos jeunes les avantages des modes actifs de locomotion, comme le vélo par exemple
- Organiser des opérations inter écoles, inter entreprises pour récompenser les plus écomobiles comme des campagnes pro vélos
- Inciter financièrement au vélo comme en Belgique ou au Danemark...
- Abandonner le projet des nouveaux réacteurs nucléaires
- Stopper la production du plutonium et du mox
- Geler les projets d'enfouissement de déchets radioactifs ainsi que toute nouvelle installation de stockage de déchets nucléaires
- Réduction massive des financements de recherche et développement du nucléaire vers la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables
- Créer une filière de démantèlement des installations nucléaires
- Multiplier les possibilités de formations aux métiers pour favoriser la transition énergétique
- Légiférer pour que tout organisme public fasse un état des lieux et se dote d'un tableau de bord sur l'énergie consommée, donnant ainsi l'impulsion à toute la société
- Créer dans chaque département un service local pour la maîtrise de l'énergie
- Adopter un seuil réglementaire de performances énergétiques de tout appareil électrique

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Supprimer du marché les équipements les moins performants
- Interdire les panneaux de publicité éclairés
- Faire éteindre les enseignes lumineuses commerciales pendant la fermeture de l'établissement
- Supprimer de la vente les laines de verre et laines de roche
- Sortir de la chimie par une législation adéquate et la prise de conscience active des consommateurs
- Inscrire dans la loi le respect de l'autocollant "Stopub"
- Interdire tout affichage et dépliant publicitaires



Ecologie Fiscale

Prix Nobel Konrad Lorenz explique qu'une petite perturbation dans un système peut avoir des conséquences considérables et imprévisibles (effet papillon). Prévoir l'impact d'une décision fiscale par exemple, est très difficile.

C'est pourquoi nos gouvernants doivent quitter leurs réflexions fiscales permanentes pour réduire cette incertitude fiscale. Il faut savoir aussi que élever la pression fiscale n'implique pas forcément que les rentrées fiscales augmentent : cela peut inciter à l'économie souterraine et affaiblir encore nos finances. Par exemple, accroître l'impôt sur les plus values découragera la vente de biens, donc finalement réduira les entrées fiscales liées aux plus values !

Cela dit, taxer plus les riches c'est normal dans les circonstances actuelles. Le pouvoir d'achat de chacun dépend de décisions individuelles et du contexte collectif : **Beaucoup d'entre nous peuvent améliorer leur savoir d'achat et réduire leur vouloir d'achat**(voir le livre de Jean Marc Governatori "Doublé son pouvoir d'achat, c'est possible", préfacé par Albert Jacquard). Enfin, sortir notre société du productivisme, re-ruraliser notre pays, pratiquer une politique de Santé (la maladie est ce qui coûte le plus à nos budgets), mieux utiliser les fonds publics et

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



reconnaître l'écologie fiscale resoudront les problèmes de pouvoir d'achat. Enfin, transférer autant que se peut la fiscalité du travail sur la fiscalité écologique est indispensable.

QUE PROPOSONS NOUS ?

- **Remplacer la TVA classique par une TVA sociale et écologique** dont le produit réduira les charges sur le travail (TVA réduite sur les produits de première nécessité, les produits bio, en vrac, les vélos, les produits à fort contenu de main d'oeuvre, ceux à faible consommation d'énergie... et TVA élevée sur les produits importés, ceux emballés, ceux issus de machines, les produits à forte consommation électrique, les produits superflus, ceux de marque par exemple, ceux de luxe, la viande issue d'élevages en batterie...).
- Taxer à 90% la part du revenu qui dépasse 300 000 € annuel par foyer fiscal (les personnes taxées affecteront elles mêmes cet impôt dans le secteur qu'elles pourront choisir parmi ceux proposés par l'Etat).
- Fiscaliser les allocations familiales à partir d'un seuil de revenu à définir qui préserve les classes moyennes et les plus démunis.
- Stopper la progression des allocations familiales après le 4ème enfant.
- **Avoir un ISF incitatif à l'investissement** dans l'alternatif et la création d'activités non-polluantes..
- Inciter l'épargne individuelle des ménages et des entreprises vers les investissements écologiques par la création d'un livret vert
- Annuler progressivement ces 10 milliards d'euros de dépenses publiques néfastes pour l'environnement et la santé (exonération de TVA sur le kérosène, diesel favorisé malgré sa problématique sanitaire, TVA à taux réduit sur les pesticides...)
- Remettre en place le crédit d'impôt pour le GPL
- **Mettre en place un système de prix de l'essence plus cher à la pompe à partir des automobiles qui dépassent 140 gr de CO2.**
- PV proportionnel à la cylindrée du véhicule.
- TVA sur les automobiles proportionnelle à l'empreinte écologique
- Supprimer les avantages accordés aux agro-carburants.
- **Donner la capacité de sanction à la Cour des Comptes** et aux Chambres des Comptes Régionales avec un vrai contrôle de l'utilisation des fonds publics.
- Taxer les ordures ménagères proportionnellement à leur volume.
- Instaurer une contribution climat / énergie, comportant une part liée au contenu carbone et une autre part liée à la consommation d'énergie
- **Taxer les marchandises en proportion du transport.**
- Agir pour que l'Union européenne instaure une **taxe à ses frontières**, proportionnelle aux transports des produits et sensible à la situation sociale du pays émetteur.
- **Développer une fiscalité européenne cohérente** (taxe carbone, impôt sur les bénéfices...).
- Faire travailler les administrations fiscales européennes ensemble
- Créer un identifiant fiscal européen pour que les très riches exilés soient suivables
- Instituer une taxe de 1 % pour les 10 % plus riches de chaque pays de l'Union, taxe destinée à promouvoir la ruralité et le bio

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



- Faire acheter les emprunts d'Etats par la Banque centrale européenne lorsque les marchés exigent un taux supérieur à 4 %
- Faire contrôler par une Commission indépendante la gestion des Etats surendettés
- Créer un impôt européen sur les bénéfices des entreprises.
- Mettre fin à l'optimisation fiscale des groupes internationaux (les Etats-Unis le font déjà).
- Agir pour que le G20 instaure une **taxe sur les transactions financières**.
- **Création d'un impôt sur les supers profits du CAC40** destiné, sur 10 ans, au remboursement de la dette de notre pays.
- Supprimer les parachutes dorés et les retraites chapeau pour les dirigeants des grandes entreprises.
- Légiférer pour que les entreprises ayant des filiales dans les paradis fiscaux ou travaillant avec des banques oeuvrant avec les paradis fiscaux, en informent leurs clients et le public.
- Evaluer le déficit éventuel du budget de l'Etat par rapport au budget et non par rapport au PIB.



Ecologie Relationnelle et Internationale

Réfléchir au sens de sa vie, au sens de la vie est une façon de trouver la sérénité dans une saine relation à soi et à l'autre, qu'il soit animal, humain, matière ou végétal. Qu'il soit en France ou ailleurs. Le monde est un village et la mondialisation, les inventions humaines, ont accru l'interdépendance entre les nations et les personnes. Nous constatons l'affirmation d'un monde multipolaire puissant avec le Brésil, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde...L'Etat-nation n'est plus à la dimension du monde d'aujourd'hui. Construire l'Europe est une assurance pour son pays.

L'Alliance souhaite une Europe solide et unie. C'est l'intérêt de la France. La perte de souveraineté n'est pas liée à l'Europe mais à l'endettement excessif ! Perdre volontairement et dans l'intérêt national un peu de souveraineté, c'est précisément exercer sa souveraineté. Cependant, le plus bel acte de politique étrangère c'est la construction d'une France aussi exemplaire que possible, pour inspirer les autres peuples.

Des volontés d'organisation régionale commerciale peuvent conduire à un sentiment d'identité planétaire : l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain), l'ASEAN (Organisation de l'Asie du Sud-Est), le MERCOSUR (Marché Commun de l'Amérique du Sud), l'Union européenne peuvent être des étapes. Même remarque pour l'Union pour la Méditerranée.

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



Cependant, nous avons à prendre garde à ce que ces zones ne nuisent pas aux circuits courts car les transports d'aujourd'hui sont polluants comme le libre échange d'aujourd'hui est néfaste.

- Dépasser les nationalismes, ils sont vecteurs de conflits
- Constaté que les relations internationales et la qualité de vie des peuples souffrent de l'égoïsme des nations
- Examiner la pertinence de rester au sein de l'Otan
- Eviter les interventions directes dans les autres pays
- Respecter et promouvoir les agricultures des pays appauvris
- Oeuvrer pour un monde organisé en régions unies
- Aider les groupes pacifistes d'Israël et de Palestine à construire la paix durable entre ces deux peuples.

Des volontés d'organisation régionale commerciale peuvent conduire à un sentiment d'identité planétaire : l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain), l'ASEAN (Organisation de l'Asie du Sud-Est), le MERCOSUR (Marché Commun de l'Amérique du Sud), l'Union européenne peuvent être des étapes. Même remarque pour l'Union pour la Méditerranée. Cependant, nous avons à prendre garde à ce que ces zones ne nuisent pas aux circuits courts car les transports d'aujourd'hui sont polluants comme le libre échange d'aujourd'hui est néfaste.

- Dépasser les nationalismes, ils sont vecteurs de conflits
- Constaté que les relations internationales et la qualité de vie des peuples souffrent de l'égoïsme des nations
- Examiner la pertinence de rester au sein de l'Otan
- Eviter les interventions directes dans les autres pays
- Respecter et promouvoir les agricultures des pays appauvris
- Oeuvrer pour un monde organisé en régions unies
- Aider les groupes pacifistes d'Israël et de Palestine à construire la paix durable entre ces deux peuples.

Au sein de l'Union européenne, un noyau solide composé au moins des Allemands et des Français, donnera une belle impulsion aux peuples des autres nations.

Par ailleurs, l'expérience montre que l'accord des 28 sur tel ou tel sujet est pratiquement impossible : notre Union pourrait donc s'organiser de façon à ce que il soit admis que sur telle ou telle problématique, tel ou tel sujet, X pays agissent et s'expriment pour démontrer leur accord et être efficace. Cela ne veut pas dire que l'Europe est divisée, cela prend acte des différences normales entre des peuples qui ont chacun leur Histoire et leur chemin. Le but est l'Union politique mais chaque chose en son temps...

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



On peut réfléchir à une Constitution mondiale dont nous vous proposons une base de réflexion: une Constitution mondiale est nécessaire parce que la Terre est un village, parce qu'elle requiert la coopération, la coordination, le respect et la responsabilité. Elle contribue à l'autonomie alimentaire et énergétique des populations locales. Un Comité d'experts indépendants veillera à son application :

- Une déclaration des droits et devoirs de chaque pays, de chaque région, comme, par exemple, celui de respecter scrupuleusement la liberté de pensée et d'opinion de chaque être humain, mais aussi l'autonomie alimentaire et énergétique des régions
- L'engagement solennel de chaque gouvernement territorial qu'un administré ne soit contraint à l'inactivité forcée, à la solitude, la sous-alimentation ou l'absence de logement
- Une politique de régulation mondiale des produits alimentaires par stockage concerté au niveau mondial est indispensable pour éviter les fluctuations de prix
- Le respect effectif de tous les écosystèmes et de tous les animaux, l'extension mondiale des réserves marines et terrestres, avec organismes de contrôle locaux
- Une éducation commune dans ses priorités fondamentales : lire, écrire, compter (dans sa langue natale), la formation du caractère axée vers le respect de tous les êtres, de sa santé, des écosystèmes, et la conscience des responsabilités, apprendre à penser internationalement sera une priorité. L'esperanto sera proposé.
- Une section législative mondiale élue par les peuples pour édicter les lois mondiales avec une chambre des députés (élection proportionnelle à la population de chaque pays) et un Sénat avec un représentant par pays
- Une Cour Suprême Mondiale pour interpréter ces lois, avec juridiction obligatoire en ce qui concerne les conflits internationaux, un Tribunal Pénal International pour juger les gouvernants soupçonnés de crimes contre l'humanité, de dictature ou de détournement de fonds publics (lorsqu'il y a carence du Tribunal national)
- Le contrôle de toutes les armes de destruction de masse par le gouvernement mondial, avec désarmement de toutes les nations, sous inspection sévère, jusqu'au niveau correspondant à l'organisation internet
- Un droit de taxation bien défini et limité, pour soutenir les actions nécessaires au maintien de la paix et à la résolution des problèmes affectant de façon vitale le bien-être de l'humanité
- Tout pouvoir non expressément délégué au gouvernement mondial sera réservé aux pays eux-mêmes et à leur population, laissant chaque nation libre de choisir son propre système politique, économique et social
- Que tout système politique voté par le peuple permette une coopération active entre gouvernants et contribuables, de façon à ce que chaque membre de la Nation participe comme le fait chaque cellule pour la santé du corps humain

Déclaré à la D.D.C.S. de l'Oise sous le numéro W601004416 SIRET 823 565 197 00014



La gouvernance mondiale, c'est formuler une politique intérieure aux dimensions de la planète. Pour ce faire, il est nécessaire qu'un sentiment d'identité planétaire se développe chez les citoyens du monde entier. Construire l'Union européenne et un esprit européen, sont des moyens pour cela.

Si politiciens et citoyens apprennent à attendre, manifestant ainsi leur estime pour l'ordre intrinsèque des choses et leur profondeur, s'ils comprennent que toute chose dispose de son temps dans ce monde, et que l'important, au-delà de ce qu'ils espèrent de la part du Monde et de l'Histoire, c'est aussi de savoir ce qu'espèrent le Monde et l'Histoire à leur tour, alors l'Humanité émergera.

- Comprendre que le respect du libre-arbitre est une attitude fondamentale
- Se souvenir que notre liberté s'arrête là où commence celle de l'Autre
- Envisager que les défauts de respect et de responsabilité soient la cause de nos maux
- Bannir l'insulte et l'indifférence à l'égard des religieux, des non-religieux, des contradicteurs politiques, de ceux qui pensent différemment, de ceux qui sont différents
- En finir avec la ghettoïsation
- Construire une économie coopérative, et pas productiviste car elle détruit les relations humaines
- Examiner et inciter à reproduire les organisations internes d'entreprises où les relations sont harmonieuses
- Promouvoir dans chaque département, le colunching, le covoiturage...
- Former les élus à l'écologie relationnelle et à la communication bienveillante
- Proposer des stages de parentalité aux parents
- Donner des moyens éducatifs aux parents qui le souhaitent (livres, vidéos...)
- Enseigner l'histoire et la géographie de l'Europe plutôt que celle de la France
- Favoriser les échanges culturels et artistiques, les jardins potagers collectifs, les pratiques sportives...